

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1907 - 22 septembre 1994 - 3 F

### D 1907 **BRÉSIL: LA 2e SEMAINE SOCIALE NATIONALE**

A la veille de l'élection présidentielle du 3 octobre 1994 (cf. DIAL D 1875), un débat national s'est ouvert parallèlement à celui des partis politiques. C'est le débat de la "société civile" dont une première approche avait eu lieu en novembre 1993, avec une conférence nationale tenue à Brasília sur le thème "Projets stratégiques alternatifs pour le Brésil" (cf. DIAL D 1852). Une deuxième approche se tenait à Brasília du 24 au 29 juillet 1994 sous les auspices de la commission sociale de l'épiscopat brésilien (cf. DIAL D 1890). Par ses dimensions et ses potentialités, le Brésil est l'exemple type des sociétés duales de l'actuelle modernité industrielle et des immenses défis politiques posés par l'exclusion économique et sociale de plus de la moitié de la population. En prônant des "changements structurels", la 2e Semaine sociale brésilienne retrouve très exactement la problématique abordée en 1968 par les évêques d'Amérique latine lors de leur conférence générale de Medellín, en Colombie (cf. DIAL A 74, supplément au n° 1339).

Note DIAL

### PROCLAMATION DE LA 2e SEMAINE SOCIALE BRÉSILIENNE

Nous voici parvenus au sommet d'une riche expérience: la recherche, avec la large participation de Brésiliens de toutes les régions du pays, des ALTERNATIVES ET ACTEURS pour le Brésil auquel nous aspirons tous. Les 378 personnes présentes qui ont réalisé cette 2e Semaine sociale brésilienne avec courage, hardiesse et créativité, ont mis en oeuvre la mission reçue des nombreux participants aux dix-sept Semaines sociales régionales et à la centaine de Semaines sociales diocésaines qui ont précédé. Cette Semaine sociale brésilienne a constitué un effort collectif de réflexion et de proposition au titre de la responsabilité des citoyens. Nous avons bénéficié à l'évidence de la force du Père de toute l'humanité, le Dieu aimé et ami du peuple brésilien, et de la prière faite d'espérance des membres des communautés qui nous ont accompagnés.

Nous l'avons déjà expérimenté dans les régions: la rencontre nationale nous a replacés devant la situation tragique des conditions d'existence de la majorité de nos frères. Avec la dure expérience de la faim nous percevons clairement que les souffrances et les carences de plus de 60 millions de Brésiliens sont le résultat de l'exclusion sociale. Notre société maintient une organisation politique, économique, sociale et culturelle qui écarte, comme inutiles, et interdit, comme dangereux, des frères et des soeurs qui n'ont rien fait pour mériter un tel traitement. Et l'exclusion de la majorité de la population augmente, au bénéfice de privilèges accrus pour une minorité de moins en moins nombreuse. L'effet social de cette injuste orientation des voies de l'économie et de la politique, c'est un sentiment généralisé d'insécurité, de peur et de désespoir. On assiste à une aggravation des symptômes de la ségrégation sociale.

Le déroulement de la 2e Semaine sociale brésilienne nous a cependant montré que les Brésiliens ne vivent pas seulement de désespoir. Au contraire nous avons redécouvert avec joie qu'augmentait le nombre des "acteurs sociaux" naissant du milieu de la souffrance et de l'exclusion. Comme nous l'a dit un ouvrier: les pauvres sont "courageux et obstinés". Quand la population se met à créer toutes sortes d'associations,

de coopératives, de conseils, de communautés, d'organisations de classe et de mouvements les plus divers, elle fait alors face à la situation, elle incarne la citoyenneté, elle pratique la démocratie et elle devient une force de proposition de voies nouvelles pour la société brésilienne. Son dynamisme est local: il détermine et modifie les relations sociales entre les personnes dans le quotidien de leur existence. Mais les multiples formes d'articulation de ses initiatives rendent possible la présentation de propositions valables pour tout le pays.

Ces acteurs sociaux naissants sont porteurs de valeurs éthiques qui donnent à la société son nouveau visage. Le coeur de leur pratique sociale se situe au niveau de la personne comme sujet de relations multiples. L'action des personnes a pour objectif premier le respect et la promotion d'une vie en plénitude ouverte à tous. Une telle vie recouvre la totalité de l'existence, à savoir la subjectivité, la spiritualité, la coexistence démocratique, la reconnaissance des différences, la culture de la joie et de la fête, le respect de la nature, le rapport à la terre comme mère de la vie, comme demeure et comme environnement de tous les êtres vivants.

Sur la base de la reconnaissance du surgissement des acteurs populaires et de leurs valeurs, nous avons appliqué toutes nos énergies à réfléchir aux alternatives possibles.

En ce qui concerne le développement économique, l'unanimité s'est faite entre nous pour reconnaître que nous ne pouvons pas continuer dans la voie actuelle. L'économie n'est pas une fin en soi. La finalité de l'économie c'est le bonheur humain. Elle n'est qu'un moyen de satisfaction des besoins sociaux. Il est donc urgent d'inverser les priorités, en mettant pour cela l'économie au service de la vie et en procédant aux changements structurels nécessaires.

Pour que cela devienne réalité, nous voyons qu'il faut démocratiser l'État en le soumettant à la volonté et au contrôle de la société civile organisée. Il doit être suffisamment fort afin de pouvoir réguler, au bénéfice de tous les citoyens, l'économie et les intérêts sociaux. Il faut en finir avec la concentration et l'élitisme en politique, en mettant l'État au service des affaires publiques. Il est fondamental de renforcer l'exercice de la citoyenneté et de l'élargir en ouvrant la gestion de la chose publique à la participation populaire. Il est indispensable de créer des espaces publics non étatiques, des espaces de vie collective dans la solidarité.

Parier sur la citoyenneté à construire c'est affirmer l'urgence d'un accès réel pour tous à la terre, à l'éducation, à la santé, au travail, au logement, à l'ensemble des droits sociaux essentiels tels que les garantit la Constitution brésilienne.

Il faut mettre un terme à toute espèce de domination politique et culturelle par l'encouragement à la liberté et à la responsabilité de tous les citoyens. Entre autres dispositions, cette conquête suppose nécessairement la démocratisation de la communication sociale et la réorganisation du système éducatif. En toute hypothèse, ce qui est en permanence à la base de ces changements c'est la transformation des rapports sociaux et culturels qui constituent le quotidien de la société.

Notre proclamation n'est qu'un petit signe de la richesse des propositions élaborées au cours de cette 2e Semaine sociale brésilienne, qui seront rendues publiques d'ici peu. Son but est de témoigner combien nous sommes heureux d'avoir participé à cette recherche commune. Et comme nous voyons que cet effort d'élaboration d'alternatives propres à transformer le Brésil est quelque chose d'extrêmement noble, grand et difficile, nous invitons en toute modestie l'ensemble des Brésiliens à se joindre à nous, dans cette importante entreprise commune civique et politique, pour que nous devenions les acteurs des changements qui sauveront le pays.

Que Dieu soit avec nous et qu'il nous aide !

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490F  
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse 56249 - ISSN 0399-6441